**La sécurité au Mexique: Opportunités et défis pour 2018**

Le président de la République, M. Enrique Peña Nieto, a fait de la sécurité un sujet central de son programme politique. En témoigne la série de réformes qu´il a mises en place ces cinq dernières années. Dans le cas de la réforme de l'énergie, par exemple, un investissement de plus de 780 milliards d´euros était prévu. Et cet investissement projette une croissance de divers secteurs de l'économie, dont l'industrie de la sécurité[[1]](#footnote-1).

Cependant, malgré cette perspective encourageante, près des ¾ de la population mexicaine se sent en insécurité et leur principale préoccupation est :

* L'insécurité et la criminalité (58,1%) ;
* Le taux de chômage (46,1%) ;
* La hausse des prix (37,7%).

De plus, le bilan 2017 en matière de sécurité est peu positif. En effet, le mois d´octobre 2017 a été le mois le plus meurtrier avec des chiffres jamais vus au précédent (2380 homicides), tandis que le mois de novembre suivait de près avec 2212 assassinats (dont 190 dans l´Etat de Guerrero, 178 en Basse Californie, 172 dans l´Etat de Mexico, 138 dans l´Etat de Veracruz, et 137 au Chihuahua) faisant de 2017 l´année la plus violente des dernières décennies, totalisant le chiffre de 23.101 homicides de janvier à novembre**[[2]](#footnote-2)**. L´une des raisons avancées serait la fragmentation des organisations de narcotrafiquants en groupes à chaque fois plus petits. D’après l’agence Reuters, ce serait dans ce cadre que le Congres aurait approuvé la nouvelle loi très polémique accroissant les pouvoirs des forces armées mexicaines en cas de sécurité interne[[3]](#footnote-3)***.***

Le marché de la sécurité regroupe des entreprises spécialisées dans les équipements et les services liés à la sécurité individuelle, commerciale, industrielle, institutionnelle et financière, et est divisé selon l'origine de la demande : sécurité publique et sécurité privée.

À l'image de la demande mondiale pour les biens et les services en matière de sécurité, celle du Mexique est croissante. Celle-ci est principalement attribuable à deux phénomènes :

* La volonté du gouvernement mexicain de lutter contre les activités des groupes criminels agissant sur son territoire ;
* Le sentiment d'insécurité de plus en plus répandu dans la population urbaine, dont plus de 50 % affirme que les actes de violence, les agressions et les enlèvements nuisent à leur qualité de vie.

De plus, plusieurs commerces ont été victimes de la criminalité.

Le budget fédéral consacré uniquement à la sécurité nationale en 2018 est de plus de 4,4 milliards d´euros, ce qui représente une augmentation de 18% par rapport au budget de 2017, qui s’élevait à près de 3,75 milliards d’euros[[4]](#footnote-4). Depuis quelques années, l’armée et la marine mexicaines, deux entités bien distinctes qui ne relèvent pas du même état-major, sont de plus en plus engagées dans la lutte contre le narcotrafic. Les forces policières mexicaines sont réparties entre trois paliers administratifs : les municipalités, les administrations étatiques et les corps de sécurité fédéraux. Chaque corps policier étant indépendant, chacun est un client unique, avec des besoins particuliers. L'une des principales tâches des corps policiers est la lutte contre le crime organisé. L'importance du crime organisé prend de l'ampleur à mesure que les liens commerciaux du Mexique avec d'autres pays augmentent en nombre et en volume, en particulier avec les États-Unis.

De même, le problème qui préoccupe le plus les autorités mexicaines est la progression importante du narcotrafic. Aujourd'hui, les bandes armées sont de plus en plus influentes dans les régions de transition, entre les pays producteurs d'Amérique du Sud et les consommateurs américains. Près de 90 % de la cocaïne consommée aux États-Unis transite par le Mexique. La guerre que les cartels de la drogue se livrent entre eux et qu'ils mènent contre les forces de l'ordre fait de nombreuses victimes. Si les ressources pour équiper et former les policiers et les soldats qui les combattent sont plus adéquats qu'auparavant, on déplore toutefois encore de profondes lacunes au chapitre des systèmes de renseignements de l'armée et de la police.

En novembre 2014, le président Enrique Peña Nieto a annoncé 10 actions pour améliorer la sécurité, la justice et l’Etat de droit :

* Un projet de loi contre l'infiltration du crime organisé ;
* La redéfinition des responsabilités de chaque autorité vis-à-vis de la criminalité ;
* La création obligatoire de la police unique de chaque État ;
* La mise en place d'un numéro de téléphone national et unique pour les urgences, à savoir le 066 ;
* Un système d´enregistrement unique d'identité ;
* La mise en œuvre des opérations spéciales dans les zones de conflit ;
* La promotion de différentes réformes pour améliorer la justice quotidienne ;
* Le renforcement des instruments de protection des droits de l'homme ;
* L´émission d'une série de lois et de réformes visant à lutter contre la corruption ;
* Le renforcement des principes de la transparence du gouvernement dans l'administration publique fédérale.

Ainsi, le budget de dépenses de l’Administration actuelle pour 2018 pour la prévention du crime et le renforcement de la sécurité publique est considérable. En voici les détails à titre d’exemple[[5]](#footnote-5) :

* Ministère de l'Intérieur – 2,7 milliards d´euros ;
* Ministère de la Défense nationale – près de 3,5 milliards d’euros ;
* Marine mexicaine – près de 1,35 milliard d’euros ;
* Procureur général de la République – plus de 700 millions d’euros ;
* Fonds de contribution pour le renforcement des municipalités et de la démarcation territoriale DF (FORTAMUN)[[6]](#footnote-6) - 405 millions d’euros[[7]](#footnote-7) ;
* Fonds de contribution pour la sécurité publique (FASP) - 300 millions d’euros[[8]](#footnote-8) ;
* Subventions de la sécurité publique aux États et aux municipalités (FORTASEG) – près de 215 millions d’euros[[9]](#footnote-9) ;
* Programme national pour la prévention du crime (PRONAPRED) – plus de 12,4 millions d’euros[[10]](#footnote-10) ;

Par ailleurs, les États mexicains les plus insécurisés du pays sont Colima, Guerrero, Michoacán, Sinaloa, Tamaulipas, Chihuahua, État de Mexico, Morelos, et Durango. Sans oublier d´autres États à la frontière Nord : Sonora, Baja California, et le Nuevo León[[11]](#footnote-11). Les fabricants de marques américaines continuent de dominer la plupart du marché mexicain concernant les biens de grande valeur ajoutée, vu que le Mexique importe massivement services et biens de sécurité. En outre, PEMEX, la compagnie pétrolière nationale, a aussi d'importants besoins en matière de sécurité et bénéficie d'un programme de financement de ses achats à l'étranger. La protection de ses installations (raffineries et oléoducs) contre les attaques et la contrebande de carburant requiert ainsi de l'équipement de surveillance vidéo et par satellite ; des systèmes de mesure ; des systèmes de contrôle à distance ; et des systèmes de communication.

Au Mexique, le secteur privé dépense beaucoup pour la sécurité. La difficulté des forces de l'ordre à assurer la sécurité oblige plusieurs entreprises et particuliers à prendre en charge leur propre sûreté. Les dépenses des entreprises dans ce domaine représentent entre 3 et 5 % de leur bénéfice. La majeure partie de ces dépenses est consacrée à des services de sécurité privée, principalement à l'emploi de gardiens de sécurité.

Selon les statistiques de la Foire Expo Seguridad 2017[[12]](#footnote-12), événement annuel spécialisé dans le domaine de la sécurité, le budget destiné à l’achat des systèmes de sécurité varie entre :

* 0 à 10.000 USD 44.05 % des visiteurs
* 10.000 à 50.000 USD 26.82 % des visiteurs
* 50.000 à 100.000 USD 14.97 % des visiteurs
* 100.000 à 500.000 USD 8.25 % des visiteurs
* Plus de 500.000 USD 5.91 % des visiteurs

L'offre des entreprises mexicaines de sécurité répond à environ 60 % de la demande des clientèles commerciales et industrielles locales. À l'opposé, ce sont majoritairement des compagnies étrangères qui répondent à la demande de produits et services destinés aux personnes physiques. Ce déséquilibre s'explique en partie par le recours massif aux services de gardiens locaux en milieux commercial et industriel (on estime qu'il y a environ 500.000 agents de sécurité au Mexique). De leur côté, les particuliers achètent plutôt des équipements de sécurité que des services, et ces produits proviennent généralement de l'étranger.

En règle générale, les fabricants mexicains sont bien implantés dans les niches de fabrication à faible technologie. Mais plus le produit est sophistiqué, plus il est probable qu'il soit importé. Les industries mexicaines sont les plus importants consommateurs de biens et de services de sécurité privée (40 % des ventes), suivies du secteur commercial (35 % des ventes). Les secteurs financier, gouvernemental et résidentiel se partagent le reste des parts du marché (la protection des institutions publiques n’est pas considérée comme un service public). En outre, il faut aussi tenir compte des pratiques « non officielles » chez les fournisseurs de services de sécurité privée au Mexique. Ces pratiques sont très répandues, car sur les 10.000 entreprises actives dans ce secteur, on estime que moins de 3.000 offrent des services reconnus par les autorités municipale, étatique ou fédérale. Il semble que ce phénomène découle de la complexité de la réglementation dans cette industrie. En effet, l'absence de législation nationale complique grandement l'uniformisation des pratiques en matière de sécurité sur le territoire mexicain. Une part importante des entreprises non reconnues sont des fournisseurs de services de garde du corps employant des agents qui ne détiennent pas de permis pour exercer leur profession. Ainsi, sur près de 15.000 gardes du corps, près de 90 % ne disposeraient pas des qualifications nécessaires.

A titre d´information, la liste suivante donne un aperçu général des produits les plus demandés au Mexique :

* Système de contrôle d'accès, y compris les systèmes à cartes, caméras, alarmes, biométrie, etc. ;
* Systèmes de vidéosurveillance ;
* Systèmes de repérage par GPS ;
* Systèmes de repérage des personnes et des véhicules ;
* Systèmes d'information géographique (SIG) ;
* Systèmes d'alarme pour véhicules et guichets informatiques ;
* Systèmes d'alarme et de protection contre les feux ;
* Services de formation pour firmes de sécurité privée ;
* Serrures électroniques ;
* Équipements de radiocommunication ;
* Technologies de pointe en télécommunications ;
* Logiciels de protection de l'accès à l'information et de sécurité des transactions ;
* Détecteurs de drogues, d'explosifs, de matières dangereuses et de marchandises volées ;
* Robots de détection ;
* Systèmes de contrôle de l'hygiène industrielle ;
* Vêtements spécialisés pour pompiers et policiers y compris les gilets pare-balles ;
* Services et logiciels de simulation ;
* Services d'enquête ;
* Services de consultation en sécurité informatique, en gestion de risque et en audit de sécurité ;
* Logiciels de gestion de risques environnementaux.

Attention, une partie de ces matériels est susceptible d’être visé par la loi du 5 août 1991 relative à l’importation, à l’exportation, et au transit d’armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Le cas échéant, l’exportation de ce matériel est conditionnée à l’obtention d’une licence d’exportation. En Belgique, la procédure d’obtention de ces licences relève de la compétence des Régions.

Mise à jour par le poste de l’AWEX Mexico : 01/03/2018

1. <http://mexico.cnn.com/adnpolitico/2015/01/05/reformas-en-seguridad-y-corrupcion-marcan-el-inicio-de-2015-en-el-congreso> [↑](#footnote-ref-1)
2. chiffres du ministère exécutif du système national de la sécurité publique (Sesnsp)  [↑](#footnote-ref-2)
3. <https://elsemanario.com/estados/241023/2017-fue-el-ano-mas-violento-en-dos-decadas-mexico/> [↑](#footnote-ref-3)
4. https://www.arenapublica.com/articulo/2017/09/12/7187/gasto-publico-presupuesto-2018-presupuesto-publico-presupuesto-de-egresos-paquete-economico-2018-ley-de-egresos-ley-de-ingresos [↑](#footnote-ref-4)
5. http://www.transparenciapresupuestaria.gob.mx/es/PTP/opa2018 [↑](#footnote-ref-5)
6. Depuis 2015, tant le FASP que le FORTAMUN ont l’obligation de consacrer un minimum de 20% de leurs fonds à la prévention de la criminalité (Journal officiel du 3/12/2014) [↑](#footnote-ref-6)
7. http://transparenciafiscal.edomex.gob.mx/ramo33 [↑](#footnote-ref-7)
8. http://www.secretariadoejecutivo.gob.mx/docs/pdfs/normateca/Criterios/Criterios%20de%20distribucion%20FASP%202017\_29dic\_2016.pdf [↑](#footnote-ref-8)
9. http://secretariadoejecutivo.gob.mx/fondos-subsidios/Concertaciones-2018/LINEAMIENTOS\_FORTASEG\_2018.pdf [↑](#footnote-ref-9)
10. http://www.dof.gob.mx/nota\_detalle.php?codigo=5511236&fecha=24/01/2018 [↑](#footnote-ref-10)
11. <https://www.forbes.com.mx/los-10-estados-mas-inseguros-segun-semaforo-delictivo/>

https://www.publimetro.com.mx/mx/noticias/2018/01/10/este-nivel-peligro-eu-puso-los-estados-mexico.html [↑](#footnote-ref-11)
12. <http://www.exposeguridadmexico.com/> [↑](#footnote-ref-12)